

**XIIeme Conférence des Nations unies sur le Commerce et le développement**  
**(Accra 20-25 avril 2008)**

---

**Déclaration de**  
**M. Pierre JACQUEMOT**  
**Ambassadeur de France au Ghana**  
**Chef de délégation**  
24 avril 2008

*Monsieur le Président*

*Mesdames, Messieurs les Ministres, les Secrétaires d'Etat*

*Mesdames, Messieurs*

Je m'associe à la déclaration prononcée par M. Ziga Turk, Ministre de la République de Slovénie, au nom de l'Union et de ses Etats membres.

Au nom de la délégation française, je tiens à remercier le Ghana et son Président pour l'organisation de cette XIIeme Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

Douze ans après la Conférence de Midrand (1996), la tenue de cette Conférence sur le continent africain revêt une signification particulière. Elle nous rappelle à l'obligation de nous mobiliser en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Pour n'en citer qu'un, je pense à la lutte contre le sida, le paludisme et les grandes pandémies.

Je souhaite, Monsieur le Président, articuler mon propos autour de trois points : la crise alimentaire mondiale ; les objectifs de la conférence ; le renforcement de la CNUCED.

Permettez moi de commencer par le sujet qui préoccupe les populations à travers le monde, c'est-à-dire la crise provoquée par la hausse brutale des prix des denrées alimentaires. Cette crise alimentaire est révélatrice, entre autres, d'une inadéquation entre l'offre et la demande de la production agricole mondiale amplifiée par le défi que pose le changement climatique. Elle met aussi en lumière la dépendance des marchés à l'égard d'un petit nombre de pays producteurs les plus compétitifs. L'alimentation de la planète doit être mise à l'abri de ces incertitudes, des spéculations et des conséquences dramatiques qui en découlent.

Les autorités françaises sont particulièrement préoccupées par cette évolution dramatique qui appelle des réponses immédiates et une stratégie ambitieuse d'aide pour l'agriculture.

La France veut contribuer activement à la résolution de la crise. La mobilisation de tous est nécessaire et c'est pourquoi le Président de la République, Nicolas Sarkozy, entend promouvoir un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture afin de mieux coordonner les interventions de la communauté internationale et de créer un nouveau consensus en faveur de la relance de la production agricole vivrière en Afrique. La France consacrera sur ce continent un milliard d'euros, sur cinq ans pour la période 2008-2012, au développement de l'agriculture : développement rural, eau, assainissement ; infrastructures et protection de l'environnement.

En outre et pour faire face à l'urgence, la France double dès cette année son enveloppe d'aide alimentaire en la portant à 60 millions d'euros pour 2008 soit près de 100 millions de dollars. Mais cette aide ne peut résoudre à elle seule cette crise dont la complexité mérite une réflexion plus ambitieuse. La hausse des prix des matières premières représente aussi une opportunité pour la communauté internationale de replacer l'agriculture au coeur de ses politiques de développement.

Permettez-moi maintenant, M. le Président, de vous exposer notre analyse des enjeux et objectifs de cette conférence. Nous nous sommes fixés il y a quelques années des objectifs ambitieux en matière de développement. La France est particulièrement mobilisée pour la réalisation de ces objectifs mais je souhaiterais revenir plus particulièrement sur les mécanismes innovants de financement. Mon pays, avec quelques autres Etats, s'est engagé dans la mise en oeuvre d'UNITAID, mécanisme innovant pour l'achat de médicaments pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il s'agit d'une initiative prometteuse qui obtient des résultats significatifs puisque sur un an elle a déjà généré un montant de 300 millions de dollars et dont les acquis doivent être consolidés.

Comme nous le rappelle le thème de cette conférence, la mondialisation est porteuse d'opportunités et de défis pour le développement. Le cycle de Doha est aussi le cycle du développement et c'est pourquoi la France réaffirme son soutien à un accord ambitieux, équilibré et global. De la même façon, elle voit dans les Accords de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et les pays ACP un moyen de favoriser le développement par une intégration régionale poussée.

La France considère qu'il est essentiel d'accorder une priorité aux pays les plus pauvres notamment les pays africains et les pays les moins avancés. Le Président du Ghana M John Kufuor, nous l'a rappelé dans son intervention : « l'Afrique est l'épicentre de l'urgence pour le développement ». Consciente de cette réalité, la France y consacre une grande partie de son aide et reste mobilisée comme l'a rappelé le Président de la République en février dernier au Cap en lançant l'initiative pour la croissance en Afrique. Avec un engagement financier de 2,5 milliards d'euros sur cinq ans, la France entend apporter tout son soutien au secteur privé en Afrique et agir en faveur des entreprises et de la création d'emplois. .

La France reconnaît l'importance de la CNUCED pour aider les pays plus vulnérables à s'insérer dans le commerce international. Elle entend prendre toute sa part dans les engagements de l'UE en faveur de l'aide au commerce.

Monsieur le Président, nous souhaitons le renforcement de la CNUCED grâce à la mise en oeuvre d'améliorations institutionnelles. Nous estimons souhaitable que dans le cadre de son mandat, la CNUCED se fixe des priorités claires. En effet, la CNUCED souffre de la dispersion de son action dans un trop grand nombre d'axes d'intervention. Il serait préférable qu'elle se concentre sur ses points forts.

La CNUCED doit poursuivre ses efforts en vue d'une meilleure division du travail et d'une coopération renforcée avec les autres institutions du système des Nations Unies et les autres organisations internationales. Elle ne doit pas dupliquer ce qui est fait ailleurs, par exemple par les institutions spécialisées. Je pense notamment aux questions de propriété intellectuelle traitées à l'OMPI ou aux questions de politique énergétique qui relèvent d'autres enceintes. Les réformes institutionnelles et l'amélioration de la gestion permettront de continuer à renforcer la CNUCED et d'allouer ses ressources modestes de la manière la plus efficace

Comme l'a fait le Luxembourg, je voudrais également rendre hommage au regretté Secrétaire général adjoint Dirk Bruisma qui nous a quitté beaucoup trop tôt et j'exprime le souhait que son successeur soit désigné dès que possible.

Enfin, Monsieur le Président, alors que la CNUCED XII achève ses discussions sur l'élaboration d'un texte de consensus, nous souhaitons que ce processus puisse déboucher à l'avenir sur un document plus concis, plus lisible et plus opérationnel.

Je vous remercie Monsieur le Président.